



campus watch organisation non-gouvernementale

statut consultatif auprès des nations-unies

déclaration écrite pour la trente-troisième session de la ccpcj

sous la direction de **lenny pamart**

écrit par **salim el jihad**

déclaration écrite pour la trente-troisième session

commission pour la prévention du crime et de la justice pénale



item 8 tendances mondiales de la criminalité et problématiques émergentes ainsi que réponses dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale

Après avoir étudié les différentes façons dont chaque pays nomme ses prétendus districts prioritaires, nous avons déjà remarqué qu'ils utilisent divers termes : en France : Zones Urbaines Sensibles (ZUS), au Royaume-Uni : Zones de Renouvellement Urbain (NRAs), en Allemagne : Points Chauds Sociaux (Soziale Brennpunkte), au Mexique : Zones d'Attention Prioritaire (ZAP), au Brésil : Zones Urbaines Défavorisées, en Inde : Zone de Développement Prioritaire, et de nombreuses autres appellations pour d'autres pays. Chacune de ces appellations est définie par des critères spécifiques tels que :

- Indicateurs socio-économiques défavorables ;
- Détérioration urbaine ;
- Taux élevés de criminalité/délinquance ;
- Accès limité aux services de base ;
- Pauvreté et exclusion sociale ;
- Besoins identifiés par les parties prenantes locales ;
- Taux élevés de logements sociaux ;
- Niveaux élevés de pauvreté et de marginalisation ;

Dans ces zones géographiques spécifiques à travers le monde, nous trouvons des inégalités à l'échelle sociale de leurs pays respectifs. Nous demandons à la commission de définir une dénomination commune pour toutes ces zones géographiques et ces prétendus districts prioritaires. Afin de créer des normes utiles pour les statistiques et les travaux réalisés par les États membres, les organisations de la société civile et les agents des Nations unies.

Nous croyons fermement qu'un projet éducatif visant à positionner des groupes de citoyens de ces quartiers prioritaires sur des missions sociales et humanitaires à l'étranger, telles que des rencontres avec d'autres civilisations et/ou la contribution au développement de certains villages dans les pays moins développés, facilitera les échanges culturels, la découverte d'autres modes de vie, favorisera la sensibilisation et l'autonomie, permettra une rupture avec les environnements criminels, et élèvera socialement les bénéficiaires.

Le manque d'éducation lié à la précarité socio-professionnelle et l'inaccessibilité aux professions dites intellectuelles dans ces zones ont des répercussions sur le développement social et économique sur plusieurs générations. Le détournement du nouveau mode opératoire de cette criminalité émergente paralyse les habitants. Pour aller plus loin dans l'efficacité, nous avons remarqué que plusieurs pays avaient des critères similaires pour définir les Zones Prioritaires de leur pays, nous pouvons donc recueillir des données pour mener des analyses comparatives et identifier des tendances communes.



- Identification de bonnes pratiques : Identification d'approches innovantes, pratiques et efficaces pour résoudre des problèmes similaires dans différents contextes ;
- Évaluation de l'efficacité des politiques : Évaluation de l'efficacité des politiques et des programmes mis en œuvre dans différents pays répondant aux besoins des quartiers prioritaires ;
- Identification des défis communs : Identification des défis communs auxquels sont confrontés les quartiers prioritaires dans différents contextes géographiques peut aider aux programmes de développement ;
- Informations sur la prise de décision : Fournir des informations pour guider la prise de décision par les organisations intergouvernementales, les organisations de la société civile et les autres acteurs impliqués dans le développement urbain et la réduction de la pauvreté ;
- Renforcement des collaborations internationales : Le partage de données, d'analyses et de bonnes pratiques peut favoriser le développement de collaborations internationales ;
- Une liste non exhaustive de nouvelles tendances criminelles : Étude de zones présentant les mêmes dénominateurs initiaux de violence émergente ;

Pour permettre un meilleur travail, nous proposons aux membres de la commission une catégorie de violence émergente appelée « Règlements de comptes sous couvert de trafic de drogue », qui se distinguerait des autres types d'homicides. Il serait souhaitable que ce crime émergent soit examiné en profondeur lors du prochain congrès sur le crime organisé organisé par les Émirats arabes unis.

Selon le journal *La Croix*, en Suède en 2021 :

- 335 fusillades ;
- 46 homicides ;
- 112 blessés ;
- 30 jours sans tirs de fusils ;
- 23 ans, l'âge moyen des victimes d'homicide ;

Selon le journal *L'Echo*, en Belgique, en 2022 :

- 22 fusillades en 6 mois ;
- L'impossibilité de poursuivre tous les crimes en raison du manque de police ;
- Nécessite 35 millions d'euros d'investissement pour lutter contre le crime organisé ;

Selon le journal local *Objectif Gard*, en France, à Nîmes depuis 2019 :

- Plus de 30 fusillades avec des armes de guerre
- Plus de 20 homicides volontaires ;
- Plus de 10 victimes collatérales dont 4 mineurs, parmi eux un enfant de 10 ans ;
- Plus de 10 blessés ;
- La dernière date du 14 avril 2024, avec une rafale blessant 4 individus ;



Dans la catégorie des règlements de comptes sous couvert de trafic de drogue, nous pouvons sincèrement compter sur un nouveau mode opératoire qui consiste à terroriser les gangs rivaux ainsi que les résidents, avec une voiture volée préparée à l'avance et dûment préparée en modifiant les plaques d'immatriculation, des armes de guerre chargées et prêtes à tirer, un groupe d'hommes armés au visage masqué, et des drogues ingérées par ces derniers pour leur donner la force d'accomplir leur mission. Un autre point tout aussi tragique est que les groupes d'hommes armés au visage masqué sont de simples jeunes qui pour la majorité n'excèdent pas 23 ans, totalement oisifs et influencés, avec leur propre méthode de recrutement sur les groupes "Telegram" qui promettent plusieurs milliers d'euros après avoir commis le crime et "crédibilité dans la rue" (être perçu comme conforme aux codes de la pègre), ou l'intégration dans des cartels ou la mafia.

C'est par le manque de professionnalisme de ces assassins, dont la plupart n'ont jamais tenu d'armes entre leurs mains, que tant de victimes collatérales se succèdent. De plus, ce mode opératoire est rarement observé dans certaines villes européennes, mais nous remarquons une propagation rapide ces dernières années dans des villes qui ne montrent que des signes de délinquance moyenne.

Au cours de nos travaux sur le terrain, nous avons pu accompagner les habitants de ces quartiers à Nîmes, en France. Le 20 février 2024, un homme a été froidement abattu par une rafale de fusil automatique devant son fils de 8 ans, au milieu d'un quartier assiégé par les règlements de comptes liés au trafic de drogue en raison d'une guerre territoriale. La violence vécue par le fils du défunt, qui a tenté de ranimer son père inanimé gisant sur le sol à côté de son véhicule. Après cet événement tragique, nous avons assisté à un rassemblement de familles et d'organisations de la société civile locale. L'objectif était de fournir une assistance psychologique à ces familles. Nous avons été très touchés par l'un des échanges, que je vais vous transcrire :

"Je vis au niveau du point de vente, là où cet homme a été abattu devant son fils. J'ai tellement peur que je n'ose même pas sortir pour aller à mes rendez-vous médicaux, malgré le fait qu'à mon âge ma santé me fait défaut. Alors, je reste enfermée chez moi, je ne sors plus, et pour tout vous dire, j'ai des pièces dans ma maison qui donnent sur la route, même ces pièces je les ai fermées, j'ai tellement peur d'y être et qu'une balle perdue entre dans ma maison. Je suis une femme retraitée vivant seule, et j'ai l'impression de finir mes jours isolée dans une petite partie de ma maison. »

Le 8 février 2024, une double fusillade a éclaté dans un quartier de Nîmes, en plein jour à 16 heures, juste à l'extérieur d'une école primaire à Nîmes. Deux événements remarquables ce jour-là. Tout d'abord, une femme conduisant son véhicule avec ses deux enfants reçoit une balle perdue qui se loge dans l'appuie-tête. Une tragédie sans nom est évitée de justesse par miracle. Ensuite, un bus avec des enfants revenant d'une sortie scolaire est arrêté à la vue d'un groupe d'hommes armés au visage masqué. Témoignage d'un enseignant accompagnant la sortie scolaire :



"Nous revenions d'une sortie scolaire, le bus était plein d'enfants, nous étions presque revenus à l'école et soudain nous avons entendu des coups de feu, nous avons regardé par la fenêtre et avons vu un groupe d'hommes masqués et lourdement armés ouvrant le feu. Nous étions terrifiés et avons demandé aux enfants de se mettre à l'abri sous les sièges.

Nous craignons qu'ils veuillent nous viser, j'ai parlé aux enfants pour les rassurer et leur dire que tout irait bien. La police nous a dit à leur arrivée que nous ne devons pas bouger jusqu'à leur arrivée. Tout est revenu à la normale, mais vous savez, il y a une chose qui m'a frappé, c'est que parmi ces enfants, certains n'étaient pas du tout choqués, comme si ce genre de chose était devenu normal pour eux..."

Ces faits frappants faisant suite à cette nouvelle tendance à la hausse de la criminalité, et nous comptons des repères alarmants :

- Le sentiment d'impunité totale et de pouvoir des criminels ;
- La réponse trop faible en termes de protection par les autorités ;
- L'impuissance des habitants qui sont pris en otage dans cette spirale de violence ;
- Le nombre de victimes collatérales totalement innocentes des conflits en question ;
- La capacité des jeunes à intégrer ces nouveaux types de violence dans leur normalité ;
- Les criminels sont de plus en plus jeunes ;
- Les recrutements sont de plus en plus ouverts ;
- Un nouveau marché pour les tueurs à gages ;
- Une violation totale des "codes de la banditisme" ou peut-être une redéfinition ;